



**SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SECOND SEMESTRE 2017 ET LES
PREVISIONS A COURT TERME 2017-2018 DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA,
EN GUINEE, EN MAURITANIE ET AU CABO VERDE**

Ouagadougou, du 20 au 24 novembre 2017

POINTS SAILLANTS

POINT 1 : INTRODUCTION

1. Le séminaire sur la conjoncture économique au second semestre 2017 et les prévisions à court terme 2017-2018 dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée, en Mauritanie et au Cabo verde organisé conjointement par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest, s'est tenu du 20 au 24 novembre 2017 à Ouagadougou.
2. Tous les Etats membres de l'UEMOA, ainsi que la Mauritanie et la Guinée étaient représentés par deux participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision économique. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le Bureau sous régional Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique et l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) ont été également représentés. Le Cabo Verde et l'AFRITAC de l'Ouest n'étaient pas représentés. (cf. liste des participants en annexe).
3. Le séminaire visait plusieurs objectifs pédagogiques et opérationnels. Il s'agissait de :
 - renforcer les capacités des pays sur le thème central « l'utilisation des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux trimestriels dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques »;
 - échanger sur la conjoncture au second semestre 2017 et les prévisions pour 2017 et 2018 ;
 - confronter les résultats des indicateurs macro-économiques des pays avec l'évolution de la conjoncture et les prévisions économiques à court terme.

POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE

4. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Eloge HOUESSO, Directeur de Cabinet du Commissaire en charge des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'UEMOA. Dans son allocution, Monsieur HOUESSO, a rappelé l'importance du séminaire sur la conjoncture et la prévision, et des échanges qu'il suscite en général entre les participants pour l'éclairage des décisions de politique économique à court terme, au sein des pays participants.
5. Il a ensuite souligné l'intérêt majeur que suscite l'élaboration des comptes nationaux trimestriels pour le suivi statistique des économies de l'Union et la disponibilité accrue des indicateurs infra-annuels nécessaires à l'analyse et aux prévisions macroéconomiques. Monsieur HOUESSO a enfin salué la collaboration fructueuse qui existe entre les institutions sous régionales et régionales, notamment en matière de renforcement des capacités des cadres des Etats membres et de la pratique de l'analyse conjoncturelle et des prévisions macroéconomiques dans la sous-région, avant de déclarer ouvert le séminaire sur la conjoncture et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée, en Mauritanie et au Cabo Verde.
6. Après cette allocution, un tour de table a permis aux participants de se présenter.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE

- Après la cérémonie d'ouverture, les travaux étaient présidés par Monsieur Komlan Dodzi AGBODJI, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques de la Commission. Les projets d'ordre du jour et du programme de travail ont été amendés et adoptés. Les travaux étaient organisés en sessions dont la plupart se sont déroulées en plénière et la modération des sessions assurée à tour de rôle par les institutions et les Etats membres. Il en est de même pour le secrétariat de la réunion.

Session 1 : l'utilisation des indicateurs conjoncturels et des Comptes Nationaux Trimestriels (CNT) dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques.

Cette session a porté sur les présentations techniques suivantes :

(i) L'utilisation des indicateurs conjoncturels et des CNT dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques : l'expérience d'AFRISTAT

- L'expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT, Monsieur SORY Ibrahima a présenté l'expérience de l'institution dans l'utilisation des CNT pour l'élaboration des prévisions macroéconomiques. Dans son exposé il a rappelé l'objectif général et les usages des CNT. Le but est de fournir une information infra annuelle plus récente que les comptes nationaux annuels (CNA) mais aussi plus cohérente et plus complète que celle délivrée par les statistiques conjoncturelles élémentaires. Les CNT permettent de faire une analyse conjoncturelle avancée et des prévisions. Ils servent également de base des comptes provisoires et de moyen d'analyse et d'anticipation des crises financières.
- L'état des lieux dans la zone UEMOA fait ressortir que les CNT sont élaborés à partir des CNA suivant le cadre central du SCN 93 et que l'approche utilisée par les Etats est l'approche économétrique (étalonnage-calage). Il a révélé que le Sénégal, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire publient leurs CNT. Par contre, le Mali, le Niger et le Bénin se sont engagés dans la mise en œuvre entre 2012 et 2015 et n'ont pas encore publié leurs résultats. La Guinée-Bissau et le Togo n'ont pas encore engagé de travaux sur les CNT au regard de la priorité accordée aux travaux des comptes annuels par l'équipe des comptables nationaux.
- Concernant l'utilisation des CNT dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques, l'expert a indiqué qu'à ce jour, l'approche basée sur les acquis de croissance est utilisée par les pays. Cependant, cette approche comporte des limites liées à la non prise en compte du comportement de l'indicateur infra-annuel. En effet l'utilisation des acquis de croissance suppose que le comportement de l'économie est inchangé à court-terme, hypothèse trop optimiste en situation de fortes fluctuations.
- Dans ce sens, les travaux d'approfondissement sont en cours au niveau d'AFRISTAT en vue de la révision du guide méthodologique d'élaboration des CNT dans ses Etats membres. Cette révision

accorde une importance particulière aux questions de prévisions. Ainsi, il s'agit d'abord de prédire les indices des trimestres à venir sur la base de l'information disponible sur le trimestre qui vient de s'achever, afin de couvrir une année complète. Par la suite, il faut prédire la valeur ajoutée des branches pour l'année, en fonction de l'information disponible sur le trimestre qui vient de s'achever. Enfin, il s'agira d'en déduire le PIB annuel fondé sur l'information disponible à partir des résultats des estimations et de la prévision.

12. Les échanges ont porté essentiellement sur (i) la validation politique dans l'élaboration des CNT, (ii) l'existence au niveau communautaire de délais d'implantation des CNT et les mesures d'accompagnement éventuelles, (iii) la motivation du choix de l'approche indirecte par la plupart des pays membres, et (iv) la prise en compte du secteur informel dans l'élaboration des CNT.

13. A ces préoccupations, il a été retenu respectivement ce qui suit :

- La validation politique des CNT est essentielle dans la mesure où leur publication devrait requérir l'autorisation du Gouvernement qui est le principal utilisateur.
- A ce jour, il n'existe aucune exigence pour les pays d'AFRISTAT dans la production des CNT. Toutefois, la Commission de l'UEMOA mène des actions spécifiques au niveau des pays en vue de les aider à lever les obstacles à la production des CNT. Cependant, il appartient à chaque Etat membre d'apporter aux structures produisant les CNT, les moyens humains et financiers.
- La majorité des pays ont adopté la méthode indirecte pour l'élaboration des CNT en raison de l'absence de données sources trimestrielles telles que les déclarations statistiques et fiscales (DSF) infra-annuelles.
- Le secteur informel est pris en compte dans l'élaboration des CNT à travers les valeurs ajoutées sectorielles utilisées comme pondération dans le calcul des indicateurs conjoncturels d'activité (selon les recommandations internationales).

(ii) Expérience de la BCEAO dans l'élaboration des CNT

14. Monsieur Toussaint DAMOH, Adjoint au Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires de la BCEAO a présenté l'expérience de son institution sur le sujet. Il a indiqué que dans le cadre du renforcement de son dispositif de suivi de la conjoncture économique et de la mise en œuvre de sa politique monétaire, la BCEAO a, depuis 2014, mis en place son dispositif interne d'élaboration du PIB trimestriel, afin de couvrir ses besoins en termes de nouveaux indicateurs infra-annuels qui ne sont pas encore couverts par les Instituts Nationaux de Statistiques (INS). La méthodologie d'élaboration du PIB trimestriel de la BCEAO, selon l'optique de l'offre et de la demande, repose sur les techniques d'étalonnage et de calage des agrégats des comptes nationaux

par des indicateurs conjoncturels. L'estimation du PIB trimestriel selon l'optique de l'offre est effectuée pour chacun des pays de l'UEMOA et pour chaque secteur. Les données estimées du PIB trimestriel, selon l'optique de l'offre, sont ensuite décomposées suivant l'optique de la demande. L'estimation du PIB trimestriel de l'Union, selon l'optique offre et demande est obtenue par agrégation des résultats-pays.

15. Les principaux indicateurs utilisés dans la méthodologie sont issus des enquêtes de conjoncture de la BCEAO, notamment l'indice de la production industrielle (IPI), l'indice du chiffre d'affaires (ICA) et données sur les conditions de banque. A cela s'ajoutent, les données du commerce extérieur, recueillies auprès des Administrations des Douanes, celles du TOFE, collectées auprès des Administrations publiques ainsi que les données sur la production des sociétés de téléphonie, d'électricité, de distribution d'eau et de production de ciment.
16. La BCEAO a, depuis 2016, entamé des travaux pour la construction des projections du PIB trimestriel, sur la base des indicateurs qualitatifs des soldes d'opinion issus de son dispositif interne de suivi de la conjoncture. Au demeurant, une refonte du dispositif de suivi de la conjoncture de la BCEAO (extension de l'échantillon, utilisation de nouveaux indicateurs calculés sur la base de l'année 2013, nouveaux indices relatifs aux chiffres d'affaires des services) est en cours et permettra d'améliorer le calcul et la prévision du PIB trimestriel.
17. Des échanges ont porté notamment sur (i) l'utilisation des CNT produits par les pays dans l'élaboration des CNT de la BCEAO, et (ii) la publication par la BCEAO des CNT pays. Il est ressorti que :
 - La BCEAO cherche plutôt à disposer d'une estimation autonome des CNT en termes d'indicateur avancé en vue de mener à bien sa politique monétaire. Elle peut cependant utiliser des CNT produits par les Etats membres.
 - La BCEAO publie dans son bulletin trimestriel les CNT par pays.

(iii) Les comptes nationaux trimestriels : l'expérience du Burkina

18. Cette communication a été faite par Mr Dieudonné Pousga SAWADOGO, Chef de service des Comptes Economiques et des Analyses Macroéconomiques de l'Institut national de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina. Il a indiqué dans sa communication qu'en 2010, après la mise en œuvre d'un vaste programme de rattrapage du long retard accusé dans la production des comptes nationaux, le Burkina Faso a été retenu comme l'un des cinq (05) pays pilotes pour la mise en place des CNT dans les Etats membres d'AFRISTAT avec l'appui technique d'AFRITAC de l'Ouest.
19. Ces CNT devraient fournir une vue globale et récente de l'activité économique nationale et permettre au pays de se conformer aux normes internationales en facilitant l'accès au marché

international des capitaux à travers l'adhésion à la Norme Spéciale de Diffusion des Données (NSDD). Pour le moment, le Burkina Faso a adhéré au Système Général de Diffusion des Données Amélioré (SGDDA).

20. Les travaux préparatoires à l'élaboration desdits CNT, commencés en 2011, ont permis de (i) dresser l'état des lieux des indicateurs conjoncturels d'activités disponibles pour la production des CNT par la méthode indirecte (étalonnage-calage), (ii) former les cadres statisticiens aux techniques d'élaboration des CNT sur le logiciel ECOTRIM, et (iii) former les cadres statisticiens à l'utilisation du logiciel DEMETRA pour la correction des variations saisonnières et les prévisions.
21. Il a par ailleurs, indiqué qu'une maquette des CNT (nomenclature, poids, méthodes/indicateurs, degré de fiabilité des indicateurs) a été élaborée.
22. Aujourd'hui, les premiers résultats des CNT suivant l'optique production sont disponibles et devraient être validés par un comité de fournisseurs de données à mettre en place. Les travaux de calcul des CNT selon l'optique dépenses ont démarré avec l'appui technique de l'INSEE

(iv) Les CNT et la surveillance multilatérale

23. Monsieur Aba CAMARA, Chargé des études et statistiques économiques de la Commission a tout d'abord présenté l'exercice de la surveillance multilatérale telle que menée par la Commission de l'UEMOA. La surveillance est présentée comme l'exercice qui permet de suivre les politiques budgétaires des Etats membres. Son objectif est de veiller à la cohérence entre celles-ci et la politique monétaire conduite par la BCEAO. Cette surveillance est consignée dans le rapport de la surveillance multilatérale publié chaque semestre. Les comptes nationaux trimestriels éclaireront la dynamique de court terme des Etats notamment sur la production, les finances publiques, le commerce extérieur et la balance des paiements.
24. Par ailleurs, il a ouvert des pistes de réflexion notamment la possibilité d'une surveillance infra annuelle puisque les CNT sont produits trimestriellement. Il a invité les participants à faire la réflexion sur la question en considérant les éventuels obstacles que sont : la saisonnalité et les législations fiscales. L'intérêt des CNT pour le dispositif de suivi conjoncturel de la Commission a également été présenté. Cet intérêt se traduit ainsi par une plus grande disponibilité des indicateurs conjoncturels. Les CNT sont aussi utiles aux prévisions par les analyses plus fines qu'ils permettent. Des recommandations ont été formulées dont l'extension de la production des CNT à tous les Etats membres et l'harmonisation des indicateurs conjoncturels.
25. Les discussions qui ont suivi cette présentation ont tourné autour de la question portant sur la nécessité de mettre en place un dispositif de surveillance infra-annuelle. Il faudrait dans ce cas revoir en profondeur la pertinence des indicateurs de convergences et leurs périodicités, tout en veillant à la saisonnalité qui peut les affecter. Ainsi, il est indiqué d'effectuer, en amont, un suivi de la

disponibilité de l'outil dans tous les pays membres. En effet, le Pacte de convergence, étant considéré comme un système d'alerte précoce, les CNT pourraient être considérées comme des signaux permettant de corriger certaines politiques économiques mises en œuvre. Cela suscite ainsi la possibilité d'une surveillance infra-annuelle.

(v) **Principaux domaines d'intervention de la CEA en appui aux pays**

26. Monsieur Bakary DOSSO, Economiste hors classe, Chef du centre des données sous-régional de la CEA a rappelé que son Institution joue un double rôle en tant qu'organisme régional de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et en tant que partie intégrante du paysage institutionnel régional en Afrique. Couvrant 54 États membres, la CEA est bien placée pour contribuer spécifiquement à la recherche de solutions aux défis de développement du continent.
27. Créée en 1958 par le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies, la CEA est l'une des cinq commissions régionales et a pour objectif d'appuyer le développement économique et social de ses États membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.
28. Le Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission Économique des Nations Unies (CEA/BSR-AO) est un des cinq bureaux sous régionaux d'Afrique. Situé à Niamey, Niger, la CEA/BSR-AO couvre l'ensemble des 15 États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que sont : **le Benin, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Cote d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Liberia, le Sénégal, la Sierra Leone, et le Togo**. Ses efforts sont orientés vers le renforcement de la coopération et de l'intégration sous régionale en Afrique de l'Ouest, alignées sur les priorités de l'Union Africaine à travers l'agenda 2063, et les objectifs internationaux de développement dont ceux énoncés dans les objectifs de développement durable (2030).
29. Les principaux domaines d'intervention de la CEA relatifs à la politique macroéconomique, à l'intégration régionale et au commerce, à l'innovation et la technologie, au genre, à la gouvernance au développement social, à la gestion des ressources naturelles et aux statistiques. La CEA apporte une assistance technique aux pays et aux institutions qui en font la demande. Pour les pays d'Afrique de l'Ouest, la demande doit être adressée au Directeur du CEA/BSR-AO.
30. Sur les discussions, les participants sont revenus sur l'accompagnement de la CEA pour renforcer les Systèmes statistiques nationaux pour l'amélioration de la production et de la disponibilité des données.

Session 2 : Diagnostic conjoncturel au second semestre 2017 et prévisions 2017-2018 dans les États

(i) Environnement international lu dans la base de données d'AFRISTAT

31. Une présentation a été réalisée par Monsieur Serge EDI, Coordonnateur du Département des Etudes et Synthèses Economiques à AFRISTAT sur le thème « l'environnement international analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT ».
32. Elle a commencé par la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées.
33. Elle a ensuite porté sur les éléments conjoncturels suivants : la croissance économique, l'inflation, les taux d'intérêt des pays du G7, les principaux indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, les cours de change et les cours des principales matières premières. La présentation a permis de montrer les tendances suivantes :
 - Les perspectives mondiales en termes d'activité sont un peu plus encourageantes en 2017 par rapport aux réalisations de 2016 ;
 - Les taux d'intérêt restent très bas sur les marchés bancaires développés ;
 - Le niveau du dollar baisse légèrement par rapport à la majorité des monnaies mondiales ;
 - Le redressement partiel des prix de certains produits de base.
34. Les discussions qui ont suivi cet exposé ont porté essentiellement sur les points suivants :
 - Quelles sont les dispositions prises par AFRISTAT pour mettre à jour sa base de données sur les informations conjoncturelles contenues sur le site d'AFRISTAT ?
 - L'assistance a voulu savoir comment le travail est organisé au sein d'AFRISTAT concernant la mise à jour de la base de données, compte tenu du volume important de travail de collecte des informations pour alimenter le site.
35. Pour la première préoccupation l'Expert d'AFRISTAT souligne qu'un recrutement est prévu pour renforcer l'équipe en charge de cette tâche. Toutefois, les contraintes budgétaires ont fait que ce recrutement n'est pas allé à son terme avant d'être reporté sur l'année 2018 afin de poursuivre les efforts de mobilisation des ressources. Il a été suggéré par les participants qu'une recommandation soit formulée dans le sens de sensibiliser les Etats à honorer leurs engagements vis-à-vis de l'institution.
36. Concernant l'organisation du travail, des liens automatiques pour extraire les informations sont possibles mais souvent handicapés par les changements qui interviennent sur les sites des partenaires concernés. Par ailleurs, il a été recommandé à AFRISTAT de penser à faire des abonnements avec le site www.indexmundi.com pour avoir les mises à jour sur les cours des matières premières en temps réel.

(ii) Conjoncture économique au deuxième semestre et prévisions 2017-2018 dans chacun des dix Etats présents

37. Chacun des dix Etats a présenté l'état de la conjoncture au second semestre 2017 et les prévisions pour 2017 et 2018. Un résumé de chacune de ces communications figure en annexe.

Session 3 : Conjoncture économique vue par les organisations sous régionales et internationales

(i) Conjoncture économique régionale présentée par la BCEAO

38. Monsieur Toussaint DAMOH a présenté la conjoncture régionale vue par la BCEAO ; Il a indiqué qu'au cours du troisième trimestre 2017, les économies de l'Union ont bénéficié du raffermissement de l'activité économique mondiale. Les cours des matières premières se sont globalement orientés à la hausse. Ainsi, le dynamisme de l'activité économique en zone UEMOA s'est poursuivi. La croissance du PIB réel au troisième trimestre 2017, soutenue principalement par la vigueur de la demande intérieure, est ressortie à 6,4%, en glissement annuel, après 6,5% le trimestre précédent. Le taux d'inflation dans l'Union, en glissement annuel, est ressorti à 1,2% au troisième trimestre 2017 contre 0,1% le trimestre précédent, imputable principalement au renchérissement des produits alimentaires. L'inflation sous-jacente s'est stabilisée à 1,1%, en glissement annuel, au cours de la même période.

39. L'exécution des budgets des Etats membres de l'UEMOA sur les neuf premiers mois de l'année 2017 s'est soldée par une aggravation du déficit global, base engagements, dons compris, passant de 2,8% du PIB en septembre 2016 à 3,5% du PIB à fin septembre 2017. Les échanges extérieurs de l'Union ont, pour leur part, dégagé un solde commercial déficitaire de 450,9 milliards, en raison essentiellement du renchérissement des factures d'importation de biens alimentaires, intermédiaires et d'équipement. La situation monétaire à fin septembre 2017, comparée à celle à fin juin 2017, fait apparaître une légère baisse de la masse monétaire, induite essentiellement par la contraction des actifs extérieurs nets, les créances intérieures s'étant consolidées.

40. En perspectives, les prévisions d'inflation à moyen terme dans l'Union ne laissent pas entrevoir de tensions particulières sur l'évolution des prix à la consommation. La trajectoire attendue du taux d'inflation indique une hausse de 1,1%, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2017. En moyenne pour l'année 2017, le taux d'inflation est prévu à 0,8%, contre une réalisation de 0,3% en 2016. Pour l'ensemble de l'année 2017, la croissance économique de l'Union, en termes réels, est attendue à 6,7% contre 6,6% en 2016, portée par la bonne tenue des activités du secteur tertiaire. Pour conforter les performances économiques, les principaux défis à relever par les Etats de l'Union sont relatifs au renforcement du taux de pression fiscale, au renforcement de l'efficience des

dépenses publiques, à l'amélioration de la qualité des investissements, le maintien d'un climat sociopolitique stable et apaisé ainsi que l'amélioration de l'environnement sécuritaire dans l'Union.

(ii) Profil économique de l'Afrique de l'Ouest en 2017 et perspectives pour 2018, présenté par la CEA

41. Monsieur Bakary DOSSO, Economiste hors classe, Chef du centre des données sous-régional de la CEA a présenté le profil économique de l'Afrique de l'Ouest en 2017 et les perspectives 2018. Il ressort de la présentation que la **croissance mondiale s'est légèrement redressée, passant de 2,3% en 2016 à 2,9% en 2017 (DAESNU, 2017)**, grâce à la croissance soutenue dans plusieurs pays développés, notamment les États-Unis, le Japon et l'UE, ainsi qu'à une reprise plus rapide en Fédération de Russie. L'augmentation de la demande intérieure, les politiques macroéconomiques favorables, le rebond du commerce international, l'augmentation de la production industrielle et l'amélioration des conditions d'investissement ont soutenu la croissance dans ces pays
42. **Les risques et incertitudes qui pèsent sur la croissance mondiale sont de plusieurs ordres, notamment :** i) l'augmentation du protectionnisme commercial par le gouvernement américain et sa capacité à honorer ses engagements fiscaux ; ii) l'instabilité politique en Europe, et le ralentissement en Chine et iii) les risques géopolitiques au Moyen-Orient.
43. **En Afrique**, la croissance économique s'est légèrement redressée en 2017 pour s'établir à 3,1%, contre 1,6% en 2016. Malgré des politiques monétaires restrictives, l'inflation reste élevée en Afrique, atteignant 13% en 2017 contre 10% en 2016. En effet, l'effet de la hausse des prix du pétrole, le renforcement des dévaluations intérieures et monétaires ont fait grimper les coûts d'importation et exacerbé les pressions inflationnistes sur le continent.
44. **La croissance en Afrique de l'Ouest s'établirait à 2,2% en 2017 contre 0,3% en 2016.** Ce rebond s'explique essentiellement par le redressement de l'économie du Nigéria dont le PIB trimestriel a cru respectivement de 0,72% et 1,40% au deuxième et troisième trimestre 2017 après un recul de 0,52% au premier trimestre. **En isolant le Nigeria, la croissance économique serait de 5,6% en 2017 et 2016.** L'inflation reste élevée au-delà des deux chiffres à 13,8% sous l'effet des pressions inflationnistes observées dans les pays hors UEMOA dont le Nigeria et le Ghana. La moyenne de l'inflation dans les pays de l'UEMOA reste largement en dessous de la norme communautaire de 3%.
45. **En 2018, la croissance économique devrait davantage s'améliorer dans les pays de la CEDEAO pour s'établir à 3,3%.** La dynamique des pays de l'UEMOA serait maintenue avec une croissance attendue de 6,8% en 2018 contre une estimation de 6,7% en 2017. Les conditions sécuritaires difficiles dans certains pays du sahel (Burkina Faso, Mali, Niger) au Nigeria continueront de demeurer des risques majeurs pour les perspectives économiques en 2018.

46. Cette dynamique intervient dans un contexte où l'architecture de l'intégration régionale continue à se renforcer au niveau continental et en Afrique de l'Ouest. Le présentateur a ainsi rappelé les faits majeurs suivants : i) **Zone de Libre Echange Continentale** : libéralisation tarifaire de 90% convenu, les 10% restants couverts par des listes d'exclusion. Réunion des Ministres du Commerce 1 au 2 décembre à Niamey ; ii) **Demande d'adhésion du Maroc à la CEDEAO, sera examinée lors du prochain sommet de la CEDEAO à Lomé ; et iii) Monnaie unique de la CEDEAO en 2020**. Réunion de la Task Force présidentielle pour redéfinir la feuille de route vers la monnaie unique, en février à Accra, Ghana.

(iii) **Etat de la convergence en 2017 et perspectives 2018 dans l'UEMOA**

47. Monsieur Félicien ARIGBO, Directeur de la Surveillance Multilatérale de la Commission a présenté la situation de la convergence en 2017. Celle-ci est caractérisée par le fait que deux pays respecteraient les trois critères de premier rang. En 2018, trois pays respecteraient ces critères. Selon les programmes pluri annuels transmis par les Etats, tous les pays de la zone convergeraient en 2019. Mais, le réalisme de ces prévisions est sujet à question notamment le critère clé. Il a par ailleurs focalisé son exposé sur l'évolution inquiétante des ratios dette/Pib qui ont fortement progressé en quatre ans. La Commission recommande aux Etats d'être prudents en matière d'endettement. Il a terminé sa communication en faisant des recommandations dont l'amélioration du recouvrement des recettes et la diversification des économies.

48. Les échanges sur ces présentations ont essentiellement porté sur la question de la monnaie unique dans la zone CEDEAO et les implications de l'adhésion du Maroc, l'évolution croissante du taux d'endettement dans les Etats, la qualité des investissements et l'impact de la qualité de la gouvernance sur la croissance.

Session 4 : Etat de mise en œuvre des recommandations du précédent séminaire

49. Après un rappel des recommandations du dernier séminaire, un tour de table a permis aux participants de faire le point sur les activités en cours en termes de projets au sein de leurs institutions respectives (*cf Annexes*).

Session 5 : Travaux de groupe

50. La session 5 a entièrement été consacrée à des réflexions sur des thèmes suivants :

- **GROUPE 1:** Depuis 15 années, le séminaire de conjoncture et prévision à court terme est organisé pour les pays membres. Comment pensez-vous qu'on peut conduire son évaluation ? Détaillez les options ainsi que les acteurs à contacter.
- **GROUPE 2:** Réflexion sur le fonctionnement et l'animation de la plateforme d'échanges entre conjoncturistes et prévisionnistes. Détaillez les moyens de communication et de rencontre ou de contact.

- **GROUPE 3:** Réflexion sur la surveillance multilatérale en infra annuel. Précisez les avantages, les inconvénients, les conditions nécessaires et les précautions à prendre.
- **GROUPE 4:** Réflexion sur le dispositif institutionnel à mettre en place pour l'utilisation optimale des CNT dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques, Décrire les conditions nécessaires et les précautions à prendre.

Les résultats des travaux ont ensuite été présentés en plénière. (*Voir les grandes lignes en annexe*)

POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

51. Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

a. Aux Instituts Nationaux de la Statistique et aux Directions en charge de la prévision et de la conjoncture des Etats :

- a) Organiser la restitution des travaux du séminaire au niveau des structures concernées, notamment à travers des exposés sur le thème central ;
- b) Renforcer les capacités des cadres pour la production des CNT ;
- c) Former un noyau dur de cadres spécialisés dans les CNT ;
- d) Honorer leurs engagements financiers vis-à-vis d'AFRISTAT pour lui permettre de mieux assurer leur renforcement de capacité.

b. A AFRITAC de l'ouest, AFRISTAT, la BCEAO, la CEA, l'AMAO et à la Commission de l'UEMOA :

- a) Poursuivre le renforcement de capacité des Etats à travers des séminaires thématiques en conjoncture et prévision macroéconomique ;
- b) Mettre en œuvre un projet d'élaboration de site internet pour les directions en charge de la prévision qui n'en disposent pas ;
- c) Transmettre officiellement le rapport de l'atelier aux responsables des structures de provenance des participants ;
- d) Accompagner les pays afin qu'ils disposent de l'outil de production des CNT ;
- e) Redynamiser le cadre de partage et d'échange de données et documents d'analyse conjoncturelle entre les INS, les services en charge de la prévision dans les pays couverts par AFRISTAT ;
- f) Examiner la possibilité d'une surveillance multilatérale en infra-annuel ;
- g) S'assurer de l'harmonisation des nomenclatures d'activités en classant notamment les activités extractives dans le secteur secondaire par souci de comparabilité ;
- h) Organiser, dans un souci d'harmonisation et de partage d'expérience, des séminaires de conjoncture et de prévision à court terme pour les autres pays de la CEDEAO.

POINT 5 : REMERCIEMENTS

Les participants au séminaire sur la conjoncture économique au second semestre 2017 tenu à Ouagadougou du 20 au 24 novembre 2017 expriment leur profonde gratitude aux Autorités Burkinabé, notamment à son Excellence Monsieur **Roch Marc Christian KABORE**, au Gouvernement et au peuple burkinabé pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour à Ouagadougou.

Ils expriment leur remerciement au Président et aux Membres de la Commission de l'UEMOA, les Autorités d'AFRITAC de l'Ouest et la Direction Générale d'AFRISTAT pour les moyens mis à leur disposition pour le bon déroulement de leurs travaux.

POINT 6 : CEREMONIE DE CLÔTURE

La cérémonie de clôture a été marquée par l'allocution de Monsieur Komlan Dodzi AGBODJI, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques à la Commission de l'UEMOA.

Dans son allocution, il a adressé ses sincères remerciements aux participants pour le travail abattu au cours de ces cinq (05) jours et a apprécié la qualité des échanges et des résultats auxquels les travaux ont abouti. Il a indiqué que la Commission mettra tout en œuvre pour appuyer les Etats membres conformément aux recommandations de l'atelier.

Il a ensuite salué une fois de plus la bonne collaboration qui existe entre les pays membres de l'Union, AFRITAC de l'Ouest, AFRISTAT et la Commission et souhaité son renforcement et formulé le vœux que le Conseiller résident en charge des questions macroéconomiques qui remplacera Mr KAMGNA Severin affecté sur la Zone Afrique centrale soit rapidement recruté Enfin, il a déclaré clos les travaux du séminaire et souhaité un bon retour aux participants dans leurs pays respectifs.

Ouagadougou, le 24 novembre 2017.

ANNEXES

Annexe 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Pays/ Institution	Nom/Prénoms	Fonction	Email	Téléphone
BENIN	FADO Cagniun Alexis	Chargé de statistiques d'entreprise à l'INS	afado@insae-bj.org	(229) 95 67 55 59
	KOUTCHADE Alban Gildas	Chef de Service de la Programmation Economique et Financière à la Direction de la Prévision et de la Conjoncture	gildaskoutchade@yahoo.fr	(229) 97 79 73 28
BURKINA FASO	KERE Brahim	Chargé des Etudes à la Direction de la Prévision Macroéconomique	ibkere@yahoo.fr	(226) 70 64 91 62
	KABORE Barbi	Chef de Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture	kaborebarbi@yahoo.com	(226)78 02 64 81
	Pousga Dieudonné SAWADOGO	Chef de service des Comptes Economiques et des Analyses Macroéconomiques	dsawadogo@yahoo.fr	(226) 76 55 87 47
COTE D'IVOIRE	N'GORAN Kouassi	Directeur des Statistiques des Entreprises et de la Conjoncture Economiques	ngokoss@yahoo.fr	(225) 08 58 33 37
	KOBENAN Kimou Stephanie	Chef de Service	s.kimou@dge.gouv.ci kimoustephanie@gmail.com	(225) 08 16 83 55
GUINEE BISSAU	Baten BIAGUE	Comptable National	batenbiague@gmail.com	(245) 96 67 18 488
	CAMARA Laudimila Caty Silva	Chef de Service de la Mondialisation et Prévision	laudimilac@gmail.com	(245) 95 554 83 95
MALI	Séidina Oumar MINTA	Chef de Division des Statistiques de la Conjoncture	mintaseidinaoumar@yahoo.fr	(223) 66 89 15 60
	SANGARE Zoumana	Chef Section suivi de l'Environnement et Analyse	zousangare2005@yahoo.fr	(223) 70 28 48 71 (223) 66 96 22 74
NIGER	MALIKI Zeynabou Mohamadou	Chef de Service pi du Service du Suivi de l'Analyse de la Conjoncture	zmohamadou@yahoo.fr	(227) 20 72 35 60 (227) 96 38 51 59
	Sitou Balarabe Mahaman	Chef de Service Modélisation et Prévision Sectorielles	sitoubalarabem@gmail.com	(227) 96 48 29 06
SENEGAL	Diabel DIOP	Ingénieur Statisticien Economiste	diabel.diop@outlook.fr	(221) 77359 47 33
	Maxime Bruno NAGNONHOU	Chef de Division	maximebruno@yahoo.fr	(221) 77 64 59 714
TOGO	SOUMANOU Moutala	Chargé d'Etudes à la Direction de l'Economie	mouritadoh@yahoo.fr	(228) 90 35 60 32
	Magnimanti EDAMANAKA	Chargé d'Etudes à l'INSEED-Togo	edamagni@yahoo.fr	(228) 90 16 91 53
AFRISTAT	EDI Serge Jean	Economiste Principal	edi@afriostat.org edi_serge@yahoo.fr	(223) 20 21 55 00

Pays/ Institution	Nom/Prénoms	Fonction	Email	Téléphone
	Ibrahima SORY	Expert en Comptabilité Nationale	sory@afriostat.org	(223) 75 90 93 19
GUINEE	Mohamed FADIGA	Direction Nationale des Etudes Economiques et de la Prévision	fadihamed15@gmail.com	(224) 62 236 12 81
	Alpha Boubacar BAH	Direction Nationale du Plan et de la Prospective	alphaboubacar1976@gmail.com	(224) 62 84 811 02
MAURITANIE	WONE Abdoulaye	Office National de la Statistique	alpha_wone@yahoo.fr	(222) 46 86 52 79
	Mohamed Abderrahmane DEDDI	Directeur Adjoint de la Prévision et de l'Analyse Economique	yeslem1@yahoo.fr	(222) 26 30 48 44
CEA	DOSSO Bakary	Economiste hors classe, Chef du centre des données sous-régional de la CEA	dosso2@un.org	(227) 20 72 73 14
AMAO	Médard DJINKPO	Statisticien	djinkpomedard@yahoo.fr	(232) 78 60 45 85
BCEAO	Toussaint DAMOH	Adjoint au Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires	tdamoh@bceao.int tdamoh@yahoo.fr	(221) 77 649 07 08
COMMISSION DE L'UEMOA	AGBODJI Komlan Dodzi	Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques	kagbodji@uemoa.int	(226) 70 77 59 56
	ABA Camara	Chargé des Statistiques et Etudes Economiques	acamara@uemoa.int	(226) 78 88 59 79
	THIAW Kalidou	Chargé de la Prévision et des Etudes Economiques	kthiaw@uemoa.int	(226) 72 89 74 09
	ZION Ahmed Akiri	Protocole	azion@uemoa.int	
	KABORE/TRAORE Safiatou	Secrétaire	sktraore@uemoa.int	(226) 70 10 12 00
	Josépha E.A. BATIONO	Stagiaire au DPE	alinebationo8@iclaud.com	(226) 70 12 79 55

Annexe 2 : RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPE

GROUPE 1 : Depuis 15 années, le séminaire de conjoncture et prévision à court terme est organisé pour les pays membres. Comment pensez-vous qu'on peut conduire son évaluation ? Détaillez les options ainsi que les acteurs à contacter

Le groupe a unanimement apprécié cette initiative d'évaluer le séminaire de conjoncture et de prévision après plus de quinze années de vie. Cette évaluation devrait apporter des innovations et des améliorations au contenu du séminaire.

Ci-dessous, l'essentiel de la réflexion du groupe 1

I.) Comment pensez-vous qu'on peut conduire l'évaluation et quels sont les acteurs à contacter

- A.) Constituer une base de données de tous les cadres qui ont participé au moins une fois au séminaire de conjoncture et de prévision
- B.) Elaborer un questionnaire à adresser à ces participants par voie électronique
- C.) Le questionnaire doit être léger pour être aisément renseigné.

II.) Contenu du questionnaire

- A.) Organisation du séminaire
 - Déplacement, voyage, hébergement, restauration, horaires de travail.
- B.) Objectifs du séminaire
- C.) Appréciation du déroulement du séminaire
 - 1.) Présentation d'AFRISTAT
 - 2.) Présentation de l'UEMOA
 - 3.) Présentation de la BCEAO
 - 4.) Présentation de la CEA
 - 5.) Présentation d'AFRITAC
 - 6.) Présentation de l'INSEE
 - 7.) Présentation de l'AMAO
 - 8.) Présentation sur le thème central
 - 9.) Présentations des pays
 - 10.) Travaux pratiques
- D.) Innovation à apporter au séminaire
 - 1.) Organisation du séminaire
 - 2.) Contenu du séminaire

GROUPE 2: Réflexion sur le fonctionnement et l'animation de la plateforme d'échanges entre conjoncturistes et prévisionnistes. Détaillez les moyens de communication et de rencontre ou de contact.

Composition du groupe 2:

Président : Conjoncturiste RCI

Rapporteur : Prévisionniste Niger

Membres : Conjoncturiste Mali, Prévisionniste Mauritanie, Conjoncturiste Bénin

I. Méthode de travail :

Les travaux ont démarré par un commentaire du président sur le thème de la réflexion.

Par la suite chacun des membres du groupe a donné son point de vue en ce qui concerne :

- 1- création de la plateforme ;
- 2- les objectifs de la plateforme ;
- 3- la composition des membres de la plateforme;
- 4- le fonctionnement de la plateforme ;
- 5- le financement de la plateforme ;
- 6- les moyens de communication de la plateforme.

II. Résultats de la réflexion

1- création de la plateforme

. Élaborer les textes régissant la mise en place et la gestion de la plateforme :

Contenu du texte

- les modalités de création de la plateforme ;
- les modalités de fonctionnement de la plateforme ;
- les modalités d'animation de la plateforme ;
- les modalités de pérennisation de la plateforme.

2- objectifs de la plateforme

Cette plateforme sera un cadre de concertation et de dialogue entre les conjoncturistes et les prévisionnistes en vue d'échanger sur les faits marquants de conjoncture et la prévision économique dans les différents Etats et sur le plan régional.

3. composition des membres de la plateforme

Cette plateforme sera composée des conjoncturistes et des prévisionnistes des pays membres et des institutions sous régionales

- les Instituts nationaux des statistiques
- les directions des prévisions des pays membres ;
- les institutions sous régionales (UEMOA, BCEAO, AFRISTAT, CEA, AMAO, AFRITAC de l'Ouest, etc.) ;
- des personnes ressources.

4. fonctionnement pour de la plateforme

. La présidence sera tournante entre les institutions sous régionales ;

. Le secrétariat sera assuré par AFRISTAT par conséquent il sera chargé de l'animation de la plateforme ;

. Les rencontres sont prévues à travers les séminaires semestriels de conjoncture et de prévision en plus d'un séminaire annuelle.

.le site de la plateforme sera hébergé selon le choix d'AFRISTAT.

5. financement de la plateforme

Le financement sera assuré par les institutions sous régionales membres de la plateforme ou autres partenaires techniques et financiers (PTF) à rechercher.

6. moyens de communication de la plateforme

Les moyens de communication pourraient être constitués de :

- le site internet
- le WhatsApp
- le Skype
- Facebook

GROUPE 3 : Réflexion sur la surveillance multilatérale en infra annuel.

Précisez les avantages, les inconvénients, les conditions nécessaires et les précautions à prendre.

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE :

- EDAMANAKA Magnimanti (CONJ TOGO): président
- Mme MALIKI Zeynabou Mohamadou (CONJ NIGER)
- Baten BIAGUE (CONJ GUINEE BISSAU)
- Zoumana SANGARE (PREV MALI)
- BAH Alpha Boubacar (PREV GUINEE): rapporteur

La méthodologie a consisté à mettre en place un bureau composé d'un président et d'un rapporteur.

A l'issue des concertations, l'équipe a retenu ce qui suit :

La surveillance multilatérale porte sur les cinq critères de convergence :

- **Taux d'inflation** $\leq 3\%$
- **Ratio de solde budgétaire global dons inclus/PIB** $\geq -3\%$
- **Encours de la dette publique totale /PIB** $\leq 70\%$
- **Ratio de la masse salariale /recettes fiscales** $\leq 35\%$
- **Taux de pression fiscale** $\geq 20\%$

Tous les critères sur lesquels portent la surveillance peuvent être évalués en infra annuel pour les pays qui disposent des comptes nationaux trimestriels.

CONDITIONS NÉCESSAIRES

- Les pays doivent disposer des comptes nationaux trimestriels ;
- Les pays ne produisant pas encore les CNT doivent le faire ;
- La disposition des ressources humaines et matérielles ;
- Le renforcement des capacités.

AVANTAGES

- La disponibilité des données ;
- L'évaluation régulière de l'évolution conjoncturelle ;
- Le meilleur suivi des indicateurs ;
- L'autoévaluation des pays.

INCONVÉNIENTS

- Le manque de ressources financières et humaines ;
- L'impact des événements sociopolitiques pour la disponibilité des données.
- La validation politique des données.

LES PRÉCAUTIONS À PRENDRE

- La sensibilisation des pays sur l'importance des données infra annuelles.
- L'appui technique des pays à produire les CNT par les institutions (UEMOA, AFRISTAT, AFRITAC etc.) ;
- L'élaboration d'une méthodologie commune pour la production des CNT ;
- La définition d'une date limite de production des CNT ;
- La définition d'un délai de publication des CNT.

GROUPE IV : Réflexion sur le dispositif institutionnel à mettre en place pour l'utilisation optimale des CNT dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques, Décrire les conditions nécessaires et les précautions à prendre.

1. Dispositif institutionnel

- ❖ Mise en place d'un service au sein des INS pour assurer la production des CNT
 - A cet effet, accompagnement des institutions pour la mise en place au niveau des pays
- ❖ Mise en place d'un Comité National des CNT (arrêté ministériel) pour la validation des données sources et celles des CNT.
- ❖ Ce comité est sous la direction de l'INS et il devrait se réunir tous les trimestres.
- ❖ Composition du comité : les principaux services producteurs de données, la direction de la prévision et de la banque centrale.
- ❖ EXEMPLE DU BURKINA : Comité de prévision et de conjoncture au sein duquel il y a un secrétariat technique regroupant l'INS et la Direction de la prévision pour travailler sur des questions essentielles relatives à la prévision et à la conjoncture.
 - Disponibilité de TRE trimestriel qui en perspective devrait être connecté à la base de prévision
 - La question essentielle : quel apport de plus que l'existant ?

2. Utilisation des CNT

L'exemple du Sénégal sur l'utilisation de l'IGA et du TOB pour la révision des prévisions correspond à une possibilité d'utilisation des CNT.

Avantage : les CNT sont élaborées en tenant compte de la structure de l'économie c-à-d la même structure que les CN annuel facilitant ainsi la formulation des hypothèses par branches d'activité pour les prévisions.

RECOMMANDATION : un travail consensuel et participatif pour l'élaboration des CNT

3-conditions

- ❖ voir la faisabilité d'adapter les modèles de prévision à l'utilisation des CNT
- ❖ Ou renforcer les hypothèses de prévision en utilisant les résultats des CNT disponible

4-Les précautions à prendre

- ❖ Définition claire des rôles de membres du comité
- ❖ Assurer le fonctionnement du comité